

fait, le Congrès est saisi d'une foule de nouvelles mesures protectionnistes, allant de la législation sur la réciprocité au contenu national pour les automobiles. L'industrie américaine cherche activement à restreindre les importations étrangères en vertu de la législation américaine sur le commerce. Cette situation est le reflet d'une conjoncture économique difficile, d'une concurrence étrangère féroce et d'un taux de chômage élevé.

En tant que ministre au sein du gouvernement canadien, je tiens à vous dire que dans ce monde somme toute imparfait, le Canada souscrit tout aussi pleinement que d'autres pays industrialisés aux principes du libre-échange et de l'accessibilité des investissements internationaux.

Dans presque tous les secteurs de l'économie, le pourcentage de contrôle étranger est plus élevé au Canada que dans tout autre pays industrialisé. Même si le pourcentage du contrôle d'industries non financières au Canada par des intérêts étrangers a chuté au cours des dernières années, il demeure le plus élevé de tous les pays industrialisés, soit 27 p. 100. Il est particulièrement élevé dans des secteurs importants comme le pétrole et le gaz (environ 60 p. 100), le matériel de transport (70 p. 100), le matériel électrique (60 p. 100) et les mines (38 p. 100). Aux États-Unis, des intérêts étrangers contrôlent environ 2 p. 100 des industries non financières : 18 p. 100 du secteur pétrolier, 5 p. 100 du secteur minier et 3 p. 100 du secteur manufacturier. Au Canada, dix-neuf des cinquante plus grandes firmes sont détenues par des capitaux étrangers, comparativement à deux sur cinquante aux États-Unis. La valeur des capitaux étrangers aux États-Unis est actuellement plus élevée qu'au Canada, mais il ne faut pas oublier que l'économie de notre voisin est dix fois plus grande que la nôtre. La valeur des investissements américains au Canada, qui représentent 80 p. 100 des investissements étrangers chez nous, est six fois supérieure à celle de nos investissements aux États-Unis.

Dans de nombreux secteurs, les produits étrangers ont donc un accès aussi grand — sinon plus grand — à notre marché qu'à celui de la plupart des autres pays. Comme la structure industrielle n'est pas aussi diversifiée au Canada que dans d'autres grands pays, le pourcentage de produits manufacturés que nous importons, comparativement à l'ensemble de nos besoins, est généralement supérieur à celui d'autres pays.

Les politiques nationales varient largement, selon l'importance économique du pays en question, les avantages concurrentiels dont celui-ci jouit sur le plan commercial, sa position en tant qu'importateur ou exportateur de capitaux, ou en tant que pays d'accueil ou d'origine de firmes multinationales, ainsi que son rôle et ses perceptions politiques au niveau international. Le Canada et l'Australie, qui sont surtout des pays d'accueil de capitaux étrangers, ont recours à des mécanismes de tamisage des investissements et peuvent limiter la participation étrangère dans certains secteurs pour des raisons économiques ou culturelles. Les restrictions à l'investissement imposées par d'importants pays d'origine comme les États-Unis et la Grande-Bretagne sont souvent